



Assemblée générale

Soixante et onzième session

59^e séance plénière

Vendredi 9 décembre 2016, à 15 heures
New York

Documents officiels

Président : M. Thomson (Fidji)

En l'absence du Président, M^{me} Kasese-Bota (Zambie), Vice-Présidente, assume la présidence.

La séance est ouverte à 15 heures.

Point 31 de l'ordre du jour (suite)

Prévention des conflits armés

Projet de résolution (A/71/L.39)

La Présidente par intérim (parle en anglais) :

L'Assemblée générale va maintenant entendre le reste des orateurs inscrits au titre des explications de vote après le vote sur la résolution 71/130, telle qu'oralement révisée.

Avant de donner la parole aux délégations qui souhaitent intervenir au titre des explications de vote, je rappelle aux délégations que les explications de vote sont limitées à 10 minutes et que les délégations doivent prendre la parole de leur place.

M. Gafoor (Singapour) *(parle en anglais)* : Singapour se félicite que l'Assemblée générale se soit réunie pour examiner une question de la plus haute importance pour la communauté internationale. Étant donné l'incapacité du Conseil de sécurité à agir de manière énergique pour régler la crise prolongée, il est légitime que l'Assemblée générale joue son rôle et contribue au règlement du conflit. Que les choses soient claires: la convocation de la présente séance réaffirme un principe important et pose un jalon déterminant pour l'Assemblée générale. Lorsque le Conseil de sécurité ne

parvient pas à agir, l'Assemblée générale est en droit de se réunir et de se saisir de la question. Lorsque le Conseil est paralysé, l'Assemblée générale a l'obligation de susciter le dialogue et de mobiliser l'action.

Petit pays attaché à un système multilatéral fondé sur des règles, Singapour accorde une grande importance au rôle de l'Assemblée générale. Toutefois, si celle-ci a un rôle tout à fait légitime à jouer, il nous faut aussi reconnaître le fait que l'Assemblée générale ne peut pas régler les problèmes pressants du moment simplement en votant sur des résolutions. Le rôle de l'Assemblée est de bâtir le consensus, pas d'accentuer les divergences et les divisions. À cet égard, nous pensons qu'il est très important pour l'Assemblée générale de s'abstenir de pointer quiconque du doigt ou de désigner des coupables.

Le fait est que la résolution que nous avons adoptée aujourd'hui n'est pas parfaite. Elle contient des éléments avec lesquels Singapour n'est pas très à l'aise. Toutefois, la priorité fondamentale de la communauté internationale est d'obtenir une cessation des hostilités afin de garantir la sécurité des civils et de faire en sorte que l'aide humanitaire parvienne à ceux qui en ont besoin. Singapour a appuyé la résolution parce que nous pensons qu'il est important de signifier clairement à toutes les parties que la cessation des hostilités et la reprise de l'assistance humanitaire sont essentielles aux yeux de la communauté internationale.

L'adoption de la résolution 71/130 n'est nullement un motif de réjouissance. La triste réalité est que la

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>).

16-42772(F)



Document adapté

Merci de recycler



résolution ne va pas changer la situation sur le terrain en Syrie, mais nous espérons qu'elle incitera toutes les parties impliquées dans cette terrible crise à s'engager en faveur de la reprise du dialogue et de la consultation et à trouver une solution politique pour mettre fin au conflit. Après tout, il n'y aura pas de solution durable sans que toutes les parties fassent un pas les unes vers les autres, sans que toutes les parties ne se respectent les unes les autres, sans que toutes les parties respectent les positions des autres et trouvent un terrain d'entente. Cela nécessite que toutes les parties travaillent de concert pour permettre au peuple et au Gouvernement syriens de mettre fin au conflit et d'édifier un pays pacifique et prospère.

L'adoption de la résolution 71/130 aujourd'hui n'absout pas le Conseil de sécurité de sa responsabilité de faire face aux menaces à la paix et à la sécurité internationales. Ceux qui ont l'obligation d'agir en vertu de la Charte des Nations Unies, en particulier les cinq membres permanents du Conseil de sécurité, doivent prendre leurs responsabilités. Singapour exhorte les cinq membres permanents à faire preuve de leadership face à l'un des plus graves conflits de notre temps, un conflit qui a causé des souffrances humaines gigantesques. Nous implorons les cinq membres permanents de s'entendre. Nous leur demandons de mettre de côté leurs divergences et de travailler ensemble pour le bien de l'ONU et pour le bien de la communauté internationale.

Toute solution politique digne de ce nom devra respecter plusieurs principes importants, tels que la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'indépendance de la Syrie, ainsi que la nécessité d'un processus politique ouvert et conduit par les Syriens. Nous nous félicitons que ces principes clefs soient réaffirmés dans la résolution adoptée aujourd'hui. Nous nous félicitons également que le Secrétaire général soit prié de faire rapport sur la mise en œuvre de la résolution.

M. Skinner-Klee (Guatemala) (*parle en espagnol*) : Le Guatemala a voté pour la résolution 71/130 sur la situation en République arabe syrienne, y compris la situation critique à Alep. Nous sommes consternés par les terribles souffrances endurées par plus de 13,5 millions de Syriens qui sont confrontés à une crise humanitaire aux proportions tragiques. Nous avons également appuyé ce texte en raison des graves violations des droits de l'homme dont les Syriens continuent d'être victimes, eux qui ont été forcés de fuir, dans un exode sans précédent, pour trouver un semblant de protection face à la situation

dantesque dans leur pays. Étant donné la nécessité de venir en aide à ces victimes et l'incapacité du Conseil de sécurité de prendre une décision permettant l'accès humanitaire et l'acheminement de l'aide aux populations touchées, nous avons voté pour la résolution 71/130 car c'était le seul moyen de ne pas rester les bras croisés devant cette situation grotesque et impardonnable.

Face à l'impasse dans laquelle se trouve le Conseil de sécurité, l'organe investi de la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales, nous rappelons qu'en vertu de l'Article 11 de la Charte des Nations Unies, l'Assemblée générale peut discuter toutes questions se rattachant au maintien de la paix et de la sécurité, et c'est conformément à cet article que nous avons agi.

Outre les divergences au sein du Conseil et les divers efforts diplomatiques entrepris, y compris les décisions prises en parallèle des négociations menées sous les auspices de l'ONU – des différences d'approche qui ont de fait empêché le Conseil de sécurité de s'acquitter des responsabilités qui sont les siennes –, le Guatemala a voté pour le projet de résolution parce qu'il constituait, selon nous, un option cohérente et conforme aux buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies pour mettre fin aux hostilités et surtout, parce que c'était le moyen d'envoyer un message clair et sans ambiguïté contre la logique guerrière qui prévaut au sein des parties et qui, hélas, ensanglante la Syrie jour après jour.

Une nouvelle fois, le Guatemala déplore les attaques sans discernement qui visent la population syrienne, en particulier ses composantes les plus vulnérables, les femmes et les enfants qui subissent au quotidien les effets de la violence aveugle et les actes barbares et inhumains que commettent les parties au conflit. Nous espérons que l'appel lancé par l'Assemblée générale résonnera avec force et trouvera un écho auprès des parties impliquées dans le conflit en République arabe syrienne, afin d'obtenir que cessent les attaques aveugles dont sont victimes les civils et de permettre que l'aide humanitaire parvienne sans attendre à la population touchée.

Enfin, nous rendons hommage aux travailleurs humanitaires de l'ONU et de ses institutions spécialisées dans la région, qui portent haut les normes défendues par l'Organisation et dont l'objectif fondamental est de protéger les droits de l'homme et la vie des populations assiégées par la violence, fruit d'intérêts belliqueux et hégémoniques.

M. Scappini Ricciardi (Paraguay) (*parle en espagnol*) : Je vous remercie, Madame, d'avoir convoqué la présente séance de l'Assemblée générale. Au nom de la République du Paraguay, ma délégation tient à exprimer sa profonde consternation face à la situation humanitaire en République arabe syrienne. Nous avons voté pour la résolution 71/130 sur la situation en République arabe syrienne pour les raisons suivantes.

Il est urgent que tous les acteurs concernés apportent immédiatement une réponse globale à la situation humanitaire en République arabe syrienne, en donnant la priorité à la protection des civils. Il importe également que tous les États Membres travaillent de concert pour trouver une solution politique au conflit en Syrie le plus rapidement possible, grâce à un processus conduit par les Syriens. L'Assemblée générale, qui est l'expression la plus démocratique des peuples qui la constituent, fondée sur le principe de l'égalité souveraine des États, ne peut demeurer indifférente face à cette situation qui a des répercussions mondiales. Dans ce contexte, la délégation paraguayenne considère qu'il est impératif que le Conseil de sécurité, avant tout, mais aussi l'ensemble des Membres de l'ONU contribuent à faire en sorte que le dispositif de protection des civils en période de conflit armé soit efficace.

Nous avons participé, aux côtés des autres États Membres, aux consultations sur la rédaction du texte de résolution, qui préserve la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale de la République arabe syrienne, tient compte du rôle de toutes les parties dans le conflit et fait du règlement de la terrible crise humanitaire sur l'ensemble du territoire syrien la priorité numéro un. Toutefois, il n'a pas été possible de satisfaire toutes nos attentes. Certaines références ont été maintenues qui détournent inutilement la résolution de son objectif principal, qui est d'apporter une réponse immédiate à la crise humanitaire. Par conséquent, bien que nous ayons voté pour la résolution, nous exprimons nos réserves au sujet du cinquième alinéa du préambule ainsi que des qualificatifs employés dans ce même préambule à l'encontre des autorités du Gouvernement syrien.

M. Sinirlioglu (Turquie) (*parle en anglais*) : La résolution 71/130, adoptée aujourd'hui, exige l'arrêt total et immédiat de toutes les attaques dirigées contre les civils et les biens de caractère civil, ainsi que la levée immédiate de tous les sièges et la cessation immédiate des hostilités. Elle réaffirme le soutien de l'Assemblée à un processus politique et souligne qu'il importe de faire

en sorte que les auteurs des crimes commis en Syrie répondent de leurs actes.

La Turquie accueille favorablement tous les efforts pour mettre un terme aux souffrances intolérables endurées par la population syrienne et trouver une solution politique fondée sur le Communiqué de Genève (S/2012/522, annexe) telle qu'envisagée dans la résolution 2254 (2015) du Conseil de sécurité. Forts de cette condition et dans un esprit de solidarité avec la communauté internationale, nous avons voté pour la résolution. Néanmoins, nous voudrions mettre en avant les préoccupations suivantes.

Il convient de ne pas oublier comment nous en sommes arrivés là en Syrie. Le peuple syrien demandait la démocratie et un avenir meilleur. Le régime, au lieu de répondre à ses aspirations légitimes, a déployé tous les instruments de la violence à sa disposition afin de s'accrocher au pouvoir. Le peuple syrien a été brutalement réprimé, y compris au moyen d'armes chimiques, de barils d'explosifs, de missiles balistiques, ainsi que de tactiques consistant à s'en prendre délibérément aux civils, à imposer des changements démographiques, à user de la violence sexuelle, des détentions arbitraires, de la torture, et d'autres tactiques consistant à affamer et assiéger les populations. Tels sont les faits, et tous sont prouvés. Nous connaissons tous la réalité pure et simple, et les mensonges persistants du chef du régime n'y changent rien. Ce qui se passe depuis mars 2011 en Syrie n'est rien d'autre qu'une guerre totale du régime contre son peuple.

La semaine prochaine marquera le premier anniversaire de la résolution 2254 (2015) du Conseil de sécurité. Nous sommes malheureusement aujourd'hui bien moins avancés que nous ne l'étions il y a un an. Tout récemment, Al-Assad a expliqué qu'il n'avait jamais pris le processus politique au sérieux. Ses déclarations montrent clairement que, depuis l'année dernière, il gaspille le temps et l'énergie de tout le monde.

La résolution 71/130, en dépit des meilleures intentions, omet de pointer résolument du doigt ceux qui commettent des atrocités en Syrie. Elle n'affirme pas haut et fort que le régime ignore les buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et ne respecte pas les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale. La situation est telle que nous ne pouvons tout simplement plus nous contenter d'exprimer notre préoccupation ou notre condamnation. Les paroles d'indignation n'ont pas stoppé le massacre auquel se livre le régime en Syrie. La ville d'Alep est

réduite à l'état de ruines du fait d'attaques toujours plus violentes. Un carnage déchirant se déroule sous nos yeux. Les actes commis par le régime et ses partisans constituent des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité. Les Syriens sont las d'être abandonnés par la communauté internationale. Ils sont en droit d'attendre une action collective de notre part. Nous pouvons et nous devons faire mieux. Nous devons coordonner tous nos efforts afin d'accroître la pression sur le régime et ses partisans et faire en sorte que le prix à payer pour leurs actes soit si élevé qu'ils ne puissent plus se le permettre.

Le double veto mis lundi à un projet de résolution au Conseil de sécurité (voir S/PV.7825) a montré une fois de plus que le Conseil est incapable de s'acquitter de sa responsabilité en matière de maintien de la paix et de la sécurité internationales. Étant donné que la situation effroyable se prolonge sur le terrain et compte tenu de l'atrophie politique au Conseil, nous devons prendre sans plus attendre des mesures à l'Assemblée générale. La réaction doit être à la hauteur de l'ampleur de la crise. Nous sommes intimement convaincus que l'appel à la convocation d'une session extraordinaire d'urgence est plus que jamais justifié. Le peuple syrien a suffisamment souffert. Nous ne pouvons plus tolérer l'inaction. La Turquie va continuer d'appuyer les efforts pour trouver une solution à la crise qui soit durable et qui réponde aux aspirations légitimes du peuple syrien.

M. Tayel (Égypte) (*parle en arabe*) : La résolution 71/130, que nous avons adoptée ce matin, ne contient rien de nouveau. Elle ne désigne pas les causes de la crise syrienne. Les deux auteurs du texte se contentent de décrire quelques faits, ce qui n'est nullement à la hauteur de la crise dans ce pays, avec l'une des crises humanitaires les plus graves de notre époque et d'éventuelles répercussions majeures sur tout le Moyen-Orient. Nous le déplorons.

Malgré cela, et bien que nous soyons conscients du caractère non contraignant des résolutions de l'Assemblée générale, nous avons voté pour la résolution d'aujourd'hui, car elle réaffirme aussi des principes et fondements qui reflètent nos priorités actuelles s'agissant de la Syrie. Ces principes pour lesquels nous avons voté mettent l'accent sur les intérêts du peuple syrien et sur sa protection, ainsi que sur la nécessité de mettre un terme à toutes les violations quels qu'en soient les auteurs, de rétablir le cessez-le-feu, conformément à la résolution 2268 (2016), et d'accélérer la reprise immédiate du processus politique. Nous avons défendu

et proposé exactement les mêmes principes au Conseil de sécurité.

Chaque fois que nous pensons avoir atteint un tournant dans la crise syrienne et pouvoir trouver une issue aux souffrances du peuple syrien, nous sommes vite rattrapés par la réalité et découvrons que toutes les parties s'accrochent encore à l'illusion qu'elles peuvent toujours parvenir à la victoire. Mais il n'y a pas de victoire en Syrie. Tout le monde a échoué. Il n'y a pas de prix à rafler en Syrie après que le pays a été détruit. Il n'y a pas de prix à rafler dans un pays dont le territoire est violé par tous.

Je voudrais de nouveau ici mettre en garde contre les graves répercussions de cette crise, que nous allons tous ressentir dans les années à venir, que ce soient les pays de la région ou ceux qui s'en croient éloignés. C'est pourquoi l'Égypte poursuivra dans sa voie et frappera à toutes les portes – au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale ou au Groupe international de soutien pour la Syrie – et continuera de mettre à profit son expérience politique et diplomatique et d'user de son influence auprès de toutes les parties, notamment les puissances et pays amis – qu'ils soient alliés ou impliqués dans la situation en Syrie –, afin de répondre aux appels au secours des Syriens, indépendamment de leur appartenance ethnique ou de leur obédience politique.

Je saisis cette occasion pour appeler toutes les parties à faire passer l'intérêt du peuple syrien et sa situation humanitaire avant tout autre, à lutter contre le terrorisme qui a cours en Syrie et à cesser toute forme de coopération avec les groupes terroristes qui contrôlent une grande partie du territoire syrien, notamment Daech et le Front el-Nosra, rebaptisé Front pour le peuple du Levant. J'invite le Comité du Conseil de sécurité faisant suite aux résolutions 1267 (1999), 1989 (2011) et 2253 (2015) concernant l'État islamique d'Iraq et du Levant (Daech), Al-Qaida et les personnes, groupes, entreprises et entités qui leur sont associés à suivre de près l'évolution de la situation afin de pouvoir prendre à l'avenir ses décisions sur des bases claires.

Enfin, rien de ce qui précède n'aura lieu sans un processus politique. La situation en Syrie a atteint une gravité sans précédent. Les déplacés et réfugiés se comptent par millions, et le terrorisme et les tensions communautaires, s'ils se poursuivent, entraveront toute possibilité de coexistence. C'est pourquoi nous restons convaincus qu'il n'y a pas de solution militaire à cette crise. Relever ces défis requiert un processus politique global et équilibré. À cet égard, je demande de nouveau

au Secrétaire général, par le truchement de son envoyé spécial, d'entamer rapidement les préparatifs pour des négociations entre le Gouvernement syrien et le plus large éventail possible de représentants de l'opposition, conformément à la résolution 2254 (2015) du Conseil de sécurité et sur la base du Communiqué de Genève (S/2012/522, annexe), l'objectif étant de lancer la phase de transition en Syrie. Nous l'invitons également à résister à toutes les pressions pour l'en empêcher et à dénoncer clairement les parties qui entravent ces négociations.

M. Matjila (Afrique du Sud) (*parle en anglais*) : Nous nous félicitons de la convocation de cette séance sur la situation en République arabe syrienne. Ma délégation demeure extrêmement préoccupée par la tragédie humaine dévastatrice qui se déroule dans ce pays. Notre première priorité reste d'arrêter le massacre et les souffrances des civils innocents. Il faut que la violence cesse immédiatement et que les pourparlers commencent à envisager une transition politique, conduite par les Syriens et qui reflète les aspirations du peuple syrien dans son ensemble.

L'Afrique du Sud condamne toute les atteintes aux droits de l'homme, en particulier les violations des droits des groupes les plus vulnérables, tels que les femmes, les enfants et les minorités ethniques. L'Afrique du Sud demande que tous les Syriens sans exception aient un accès sans entrave à l'assistance humanitaire. Durant le Sommet entre le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud (groupe BRICS), qui s'est tenu récemment à Goa, en Inde, les dirigeants des pays du groupe BRICS ont appelé toutes les parties impliquées à :

« œuvrer à un règlement pacifique et global du conflit qui tienne compte des aspirations légitimes du peuple syrien, au moyen d'un dialogue national inclusif et d'un processus politique conduit par les Syriens fondé sur le Communiqué de Genève du 30 juin 2012 et sur la pleine mise en œuvre des résolutions 2254 (2015) et 2268 (2016) du Conseil de sécurité ».

Nous estimons qu'il est indispensable que le processus politique soit placé sous le signe de l'unité et de la cohésion et soit étayé par des efforts internationaux à l'appui des négociations dirigées par les Syriens et d'une transition politique visant à établir une société pluraliste dans laquelle les minorités sont protégées.

L'Afrique du Sud s'est abstenue dans le vote sur la résolution 71/130, adoptée aujourd'hui, parce que nous continuons de craindre que certains pays utilisent cette occasion pour, sous couvert de fournir une assistance humanitaire, déployer des manœuvres politiques servant leurs propres intérêts et imposer un changement de régime, à un moment où la population syrienne compte sur l'ONU pour la sauver du fléau de la guerre. La communauté internationale doit se montrer unie dans ses objectifs et dans son action, et non faire des déclarations ou prendre des initiatives propices à susciter la division qui ne profitent en fait qu'à ceux qui veulent que le conflit se prolonge, sapant ainsi tous les efforts en faveur d'une paix négociée.

Mon gouvernement reste convaincu que dans une société diverse et complexe comme l'est la Syrie, il ne peut y avoir de solution militaire au conflit. Dans ce contexte, nous rejetons tout appel à un changement de régime, ainsi que l'ingérence extérieure ou toute action qui ne soit pas conforme à la Charte des Nations Unies. Si la crise en Syrie continue d'être alimentée par la fourniture d'armes, en particulier en provenance de sources étrangères, au final ce sera le peuple syrien qui paiera le plus lourd tribut, comme nous avons pu le voir dans d'autres situations ailleurs dans le monde.

Par sa paralysie, le Conseil de sécurité a trahi le peuple syrien. Les faiblesses structurelles de cet organe archaïque et dépassé, où les intérêts nationaux l'emportent sur les responsabilités et obligations internationales, montrent une fois de plus combien il est urgent de réformer le Conseil. Cet échec est aussi emblématique du deux poids, deux mesures, puisque qu'il est aussi, nous le savons, d'autres situations où les civils continuent de mourir, comme par exemple en Libye, en Iraq, au Yémen et en Palestine. L'Afrique du Sud ne peut pas accepter que les membres de l'Assemblée générale, et notamment les auteurs de la résolution qui vient d'être adoptée, restent silencieux face aux immenses souffrances endurées par les populations au Yémen, en Libye et ailleurs dans la région.

Aujourd'hui le nombre de réfugiés provoqués par le conflit en Syrie dépasse largement les 6 millions. À cet égard, l'Afrique du Sud demande aux États membres de l'Union européenne et aux voisins de la Syrie de mobiliser toutes les entités nationales pertinentes, les instances multilatérales ainsi que les mécanismes bilatéraux pour venir en aide aux réfugiés syriens, en application et dans le plein respect de tous les instruments relatifs aux droits de l'homme.

Comme le dit un proverbe africain, tout enfant est mon enfant. Un enfant libyen est mon enfant. Un enfant yéménite est mon enfant. Un enfant syrien est mon enfant. En tant qu'Organisation des Nations Unies et Conseil de sécurité, nous ne pouvons pas faire de discrimination entre les enfants. Tous ces enfants – nos enfants – et leurs mères méritent l'aide de tous les États Membres de l'ONU.

M^{me} Al-Thani (Qatar) (*parle en arabe*) : Nous prenons la parole au titre des explications de vote après le vote. Je tiens tout d'abord à remercier la délégation canadienne pour son initiative et pour les efforts qu'elle a déployés lors des consultations sur la résolution 71/130 d'aujourd'hui pour rapprocher les positions des États Membres. Le monde a été témoin de la situation désastreuse en Syrie, particulièrement à Alep, le régime syrien ayant poursuivi ses politiques sanguinaires et ses tentatives d'affamer le peuple syrien pour qu'il capitule. Le Qatar a demandé instamment à l'Assemblée générale d'agir conformément à la Charte des Nations Unies, et comme le Conseil de sécurité n'a pas été en mesure de parvenir à un accord sur les mesures à prendre pour mettre fin à la crise syrienne, et comme nous sommes convaincus que la situation en Syrie est extraordinairement dangereuse et nécessite une attention immédiate, nous croyons que l'Assemblée devrait tenir une session extraordinaire d'urgence afin d'assumer ses responsabilités en matière de maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Nous avons participé aux négociations et nous avons déployé des efforts considérables pour renforcer la résolution d'aujourd'hui afin de veiller à ce qu'elle réponde à l'ampleur de cette crise, où des civils meurent à chaque instant. Cette crise affecte toute la région, sans parler du monde entier, et l'Assemblée générale doit prendre des mesures visant à compenser l'incapacité du Conseil de sécurité à agir.

Enfin, nous avons voté pour la résolution parce que nous espérons qu'elle représente le début d'une nouvelle phase d'efforts sérieux de la part de la communauté internationale visant à trouver le plus rapidement possible une solution à la crise en Syrie. Nous réitérons notre demande urgente que l'Assemblée tienne une session extraordinaire d'urgence, étant donné que cette semaine, le Conseil de sécurité n'a pas encore adopté une résolution sur la situation en Syrie. La situation humanitaire a atteint un niveau sans précédent. La poursuite de la perpétration d'actes constitutifs de crimes de guerre par le régime syrien a été bien

documentée et ce dernier doit être tenu responsable de ces actes devant la justice internationale.

M. Mendoza-García (Costa Rica) (*parle en espagnol*) : Ma délégation a voté pour la résolution 71/130, car elle est convaincue que, compte tenu de l'incapacité du Conseil de sécurité à prendre des décisions efficaces pour remédier à la situation critique en Syrie, c'est à l'Assemblée générale d'assumer sa responsabilité subsidiaire pour le maintien de la paix et la sécurité internationales. Ma délégation estime que les recommandations contenues dans le dispositif de la résolution, si elles sont appliquées, permettront d'apporter des changements humanitaires sur le terrain qui, même s'ils sont insuffisants, pourraient sauver des vies et redonner espoir à la population civile syrienne. Le Costa Rica ne s'est pas porté coauteur de la résolution parce qu'il estime qu'elle aurait dû se focaliser sur les aspects humanitaires qui suscitent un large soutien de l'Assemblée. Le Costa Rica estime qu'il est important d'éviter la polarisation des États Membres sur ce conflit et de mettre les cris des victimes avant les intérêts nationaux.

M. Sadykov (Kazakhstan) (*parle en anglais*) : Le Kazakhstan est extrêmement préoccupé par la gravité de la situation en Syrie et est fermement convaincu que seule une solution politique et diplomatique peut apporter une paix et une sécurité durables à la région. Nous appuyons pleinement les efforts inlassables du Secrétaire général et de son Envoyé spécial, M. Staffan de Mistura, pour trouver des solutions possibles à ce conflit en cours. En particulier, nous espérons que le processus de négociation lancé à Lausanne, en Suisse, et les mesures prises par le Groupe international de soutien pour la Syrie, se poursuivront et produiront des résultats positifs.

Le Kazakhstan salue l'initiative canadienne visant à résoudre la tragique crise humanitaire en Syrie. Comme la résolution 71/130, adoptée aujourd'hui dans cette salle, l'indique dans le neuvième alinéa de son préambule,

« plus de 13,5 millions de personnes y ont besoin d'une aide humanitaire...dont près de 6,3 millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays qui s'ajoutent au demi-million de réfugiés palestiniens présents sur le territoire syrien ».

Ces chiffres sont vraiment épouvantables. L'accent principal, selon le Kazakhstan, doit être mis directement

sur cet aspect de la crise et sur une assistance réelle et pratique sur le terrain au peuple syrien dans le besoin.

Nous saluons également l'aspect humanitaire de la résolution concernant des questions telles que la protection des civils et des communautés, la cessation complète des hostilités et des attaques et la fourniture d'un accès humanitaire inconditionnel et sans entraves sur tout le territoire syrien. Nous estimons que nous devrions faire suivre cette résolution par la mise en œuvre des résolutions 2254 (2015) et 2268 (2016) du Conseil de sécurité, ainsi que des autres résolutions sur la Syrie et la lutte contre le terrorisme. À notre avis, il faut s'efforcer d'organiser l'acheminement de l'aide humanitaire à Alep et à d'autres régions touchées par le conflit et veiller à ce toutes les parties cessent les hostilités. Il faut également chercher à séparer les forces d'opposition modérées des organisations que le Conseil de sécurité a qualifiées de terroristes, et lancer un processus inclusif en vue d'un règlement politique, comme stipulé dans la résolution 2254 (2015) et dans les accords conclus dans le cadre du Groupe international de soutien pour la Syrie.

Toutefois, le Kazakhstan s'est abstenu dans le vote sur la résolution parce que ce n'est pas seulement une partie – à savoir les autorités officielles syriennes – qui est responsable de la situation dans le pays, comme la résolution le laisse entendre, et parce que nous croyons qu'une telle prise de position sape l'esprit positif du document et pourrait exacerber la confrontation entre les principaux acteurs du conflit syrien. Il est important de renforcer la coopération en vue de trouver une solution politique solidaire et inclusive aux problèmes communs liés à la situation humanitaire en Syrie. Le Kazakhstan appelle le Gouvernement de la République arabe syrienne et les forces d'opposition à l'intérieur du pays, ainsi que les pays qui ont une influence, à considérer le sort des civils innocents, en particulier des femmes et des enfants. Nous avons besoin qu'une volonté politique, que nous appelons de nos vœux, s'exerce dans le but spécifique de mettre fin à l'effusion de sang et d'atténuer la crise humanitaire du pays.

Le Kazakhstan est pleinement engagé à trouver une solution qui mette fin à un conflit vieux de six ans et qui a eu certaines des conséquences les plus catastrophiques de l'histoire moderne et il est prêt à se joindre à l'action multilatérale à cette fin.

M. Kalamverzos (Grèce) (*parle en anglais*) : La Grèce souscrit à la déclaration faite précédemment par l'observateur de l'Union européenne (voir A/71/PV.58).

Nous voudrions faire les observations suivantes concernant notre position sur la résolution 71/130, intitulée « La situation en République arabe syrienne ».

Nous nous sommes joints au Canada et à 72 États Membres de l'Organisation des Nations Unies pour demander la tenue de la présente séance de l'Assemblée générale et l'adoption d'une résolution sur la situation en République arabe syrienne. La Grèce réaffirme sa conviction qu'il ne peut y avoir de solution militaire au conflit syrien. Nous sommes gravement préoccupés par les violations graves et persistantes des droits de l'homme et les violations du droit international humanitaire en Syrie et nous déplorons la situation humanitaire désastreuse à Alep. Dans cet esprit, nous avons donc voté pour la résolution d'aujourd'hui. Nous estimons toutefois que le cinquième alinéa du préambule va au-delà de la portée humanitaire de la résolution, et nous nous dissociions donc de cet alinéa.

M. Roet (Israël) (*parle en anglais*) : Alors que nous nous réunissons aujourd'hui pour cette séance extraordinaire de l'Assemblée générale sur la situation en Syrie, ce pays continue de saigner et ses civils, de souffrir sous la férule écrasante du régime syrien qui, sans relâche et à dessein, bombarde ses propres citoyens. Le massacre en Syrie a coûté la vie à plus de 400 000 personnes, dont des dizaines de milliers d'enfants et de personnes déplacées. La moitié environ de la population syrienne est déplacée.

Israël ne peut pas rester silencieux face à la gravité de la situation sur le terrain et aux souffrances de la population syrienne. Nous condamnons toutes les attaques contre les civils par le régime syrien et les terroristes. Nous pensons qu'une action urgente est nécessaire. Il faut sauver les Syriens. La violence infligée par le régime d'Assad, qui assaille brutalement son propre peuple à l'aide d'armes conventionnelles et non conventionnelles, a plongé le pays dans la pire crise humanitaire de l'histoire du Moyen-Orient. Malheureusement, l'érosion choquante de l'interdiction absolue de l'utilisation des armes les plus horribles du monde est devenue une réalité quotidienne en Syrie.

S'agissant de l'élimination des armes chimiques syriennes, le Mécanisme d'enquête conjoint de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques et de l'Organisation des Nations Unies a conclu que le régime syrien a été responsable de quatre attaques à l'arme chimique contre des civils. J'aimerais faire écho à la déclaration du Groupe de direction du Mécanisme dans son quatrième rapport selon laquelle « l'utilisation

de substances chimiques comme armes, quelles qu'en soient les circonstances ou les motivations, est tout à fait exécrable » (*S/2016/888, par. 52*). Dans mon pire cauchemar, en tant que membre d'un peuple qui a subi les conséquences horribles de l'utilisation de Zyklon B sur des êtres humains, je ne peux tout simplement pas croire qu'en 2016, des armes chimiques sont utilisées à maintes et maintes reprises et que les responsables de ces horribles crimes sont assis dans cette salle et se plaignent des questions de procédure.

Nulle part la situation n'est plus grave qu'à Alep, où l'effondrement des infrastructures et le manque de provisions de base, y compris la nourriture, l'eau et les médicaments ont provoqué une catastrophe humanitaire d'une ampleur inimaginable. La situation dévastatrice d'Alep s'aggrave de jour en jour et une action urgente s'impose. Les actions d'Assad violent non seulement le droit international, mais elles sont aussi un affront à l'humanité. Nous devons envoyer un message clair et fort, à savoir que la communauté internationale ne peut pas permettre et ne permettra pas que cela devienne la nouvelle norme.

En conclusion, je voudrais faire un commentaire sur la tentative absurde faite par le représentant du régime syrien pour détourner l'attention de cette situation désastreuse. Alors que l'Assemblée générale tient aujourd'hui une séance sur la crise humanitaire dans son pays, au lieu d'offrir des moyens d'améliorer la situation en s'engageant à mettre fin au massacre de ses concitoyens, le représentant syrien a choisi de faire la seule chose qu'il sait faire – blâmer les autres pays sans aucune base pour ce faire. Les accusations formulées aujourd'hui ne sont pas seulement ridicules, elles manquent également de crédibilité et servent à prouver le détachement croissant du représentant du régime syrien de la réalité sur le terrain.

Je remercie également le représentant d'avoir utilisé le mot « satanique » dans sa déclaration, car il m'a ainsi aidé à trouver le bon adjectif pour décrire les actions de son régime.

M. Islam (Bangladesh) (*parle en anglais*) : Le Bangladesh demeure profondément préoccupé par le conflit prolongé en République arabe syrienne. Nous avons constamment souligné la nécessité d'une cessation des hostilités, d'un accès humanitaire sans entrave à la population civile à travers le pays et de la reprise d'un dialogue politique. Nous restons attachés à la souveraineté, à l'unité, à l'intégrité territoriale et à l'indépendance de la République arabe syrienne. La

situation sur le terrain, en particulier dans l'est d'Alep, continue d'évoluer rapidement. Nous convenons que les considérations humanitaires doivent être prioritaires et que nous devons assurer l'évacuation volontaire et sans danger des civils de l'est d'Alep, ainsi que la fourniture d'une assistance humanitaire immédiate aux civils dans le besoin. Nous sommes également d'accord sur la nécessité d'envisager la reprise d'un dialogue dirigé et contrôlé par les Syriens, afin de trouver une solution durable à la crise.

Nous reconnaissons donc la nécessité pour la communauté internationale d'adopter une approche mesurée, retenue et prudente afin de maintenir les efforts axés sur la principale préoccupation actuelle. C'est pour cette raison que notre délégation s'est abstenue dans le vote sur la résolution.

Mme Yáñez Loza (Équateur) (*parle en espagnol*) : L'Équateur exprime sa profonde préoccupation devant la gravité de la situation humanitaire en République arabe syrienne. Nous réitérons notre condamnation de toutes les violations des droits de l'homme ou du droit international humanitaire, où qu'elles soient commises. C'est pourquoi nous exprimons notre solidarité avec le peuple syrien, en particulier avec les victimes innocentes de la violence armée.

La situation en Syrie est extrêmement complexe. Nous jugeons regrettable que la résolution 71/130 tente de politiser les conditions et les circonstances qui ont conduit à la situation actuelle dans le pays. Elle cherche aussi à faire passer pour des faits avérés certaines questions qui n'ont pas encore été établies ou qui sont encore en cours d'interprétation. Si la résolution réaffirme la nécessité d'un engagement en faveur de la souveraineté, de l'indépendance, de l'unité et de l'intégrité territoriale de la Syrie, elle omet de mentionner le corollaire important de la non-ingérence dans les affaires intérieures des États ou des graves dommages causés par certains États qui se sont auto-désignés arbitres de la légitimité d'autres gouvernements et qui cherchent à effectuer un « changement de régime » en Syrie, ce qui a déstabilisé le pays.

La résolution exprime sa préoccupation face à la présence d'organisations terroristes sur le territoire syrien, mais elle oublie de condamner le financement et l'appui militaire fournis à ces groupes et à leurs alliés, et elle ne mentionne pas non plus le droit et l'obligation des États de lutter contre le fléau du terrorisme tout en respectant le droit international des droits de l'homme et le droit international humanitaire. Pour être crédible et

efficace, une résolution ayant des objectifs humanitaires doit être fondée sur des principes objectifs afin de ne pas être utilisée à des fins politiques contraires au droit international. L'Équateur, estimant que la résolution ne respecte pas ces objectifs, s'est abstenu dans le vote.

Encore une fois, nous réitérons notre appel à une solution urgente à la crise en Syrie. Ce doit être un processus politique dirigé par les Syriens dans le respect de la souveraineté, de l'indépendance, de l'intégrité territoriale et du principe de la non-ingérence dans les affaires intérieures des États, sans pour autant oublier la nécessité de lutter contre le fléau du terrorisme.

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée a ainsi achevé la phase actuelle de son examen du point 31 de l'ordre du jour.

Programme de travail

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) : Je voudrais consulter les membres au sujet d'une prolongation des travaux de la Deuxième Commission.

Les membres se rappelleront qu'à sa 48^e séance plénière, le 21 novembre, l'Assemblée générale a

décidé de prolonger les travaux de la Deuxième Commission jusqu'au mercredi 30 novembre. Les membres se souviendront également qu'à sa 50^e séance plénière, le 30 novembre, l'Assemblée générale a décidé de prolonger les travaux de la Deuxième Commission jusqu'au vendredi 9 décembre. Cependant, j'ai été informée par le Président de la Deuxième Commission que la Commission demande une prolongation supplémentaire de ses travaux jusqu'au mercredi 14 décembre. Cette prolongation est nécessaire pour que des décisions puissent être prises sur tous les textes en suspens, y compris le projet de résolution A/C.2/71/L.63, intitulé « Examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies ».

Puis-je donc considérer que l'Assemblée générale accepte de prolonger les travaux de la Deuxième Commission jusqu'au mercredi 14 décembre?

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 15 h 50.